La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste La Lutte

29 novembre 2019 « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx Stib

La violence contre les femmes : reflet de la barbarie de notre société

Ce dimanche 24 novembre, 10 000 personnes, hommes et femmes, ont manifesté à Bruxelles à l'occasion de la journée internationale contre les violences faites aux femmes. Des manifestations similaires ont eu lieu dans la plupart des grandes villes des cinq continents.

Ces manifestations expriment un ras-le-bol légitime. Rien qu'en Belgique en 2019, trente-sept femmes ont été tuées par leur compagnon ou un proche. En France, ce nombre atteint les 131, soit une femme tuée tous les deux jours. Mais en proportion de la population, le problème est deux fois plus grave en Belgique.

Ce qui choque encore plus est que dans la plupart des cas, la police et la justice n'ont rien fait alors qu'elles étaient informées du comportement violent du mari.

En Belgique, 80% des plaintes des femmes pour violences conjugales sont classées sans suite, comme si les coups et violences étaient moins grave quand ils sont portés par le mari. On comprend dès lors que la plupart des femmes renoncent à porter plainte, y compris en cas de viol.

Comme s'il en fallait une preuve de plus, ce 27 novembre, trois jours à peine après cette manifestation, une trente-huitième femme a été tuée à coups de poings par son mari violent et alcoolique. Elle avait porté plainte mais il avait été remis en liberté sans que rien ne soit fait pour la protéger.

Le féminicide est le sommet de la violence masculine contre les femmes, mais cette violence commence par les comportements quotidiens, les sifflets, les sales blagues, les mains aux fesses, tout autant d'actes de violence quotidienne qui sont considérés comme « pas bien graves » par les hommes mais qui montrent aux femmes, depuis leur plus jeune âge, qu'elles n'ont pas leur place dans cette société masculine.

Toute la société renvoie les femmes à leur statut d'inférieures. Jusqu'en 1948, elles n'avaient pas le droit de vote en Belgique et ce n'est qu'en 1958 qu'elles ont enfin obtenu l'égalité devant la loi. Cette égalité en droits ne s'est toujours pas traduite dans la pratique économique : les femmes gagnent toujours moins que les hommes et elles ont moins accès aux postes de direction. Et même si ce n'est qu'une coïncidence liée au départ de Charles Michel, il aura fallu attendre 2019 pour qu'une femme soit Première ministre en Belgique.

Pour les communistes, l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas une revendication... car cette égalité est un fait. Car il n'y a aucune raison que les différences sexuelles et biologiques impliquent une inégalité sociale. Ces inégalités ne sont pas naturelles, elles n'existaient pas à l'origine de l'humanité et sont apparues tardivement, après la découverte de l'agriculture, l'apparition de la propriété privée et des sociétés d'exploitation, esclavagiste, féodale puis capitaliste.

Le développement du capitalisme a encore accru la domination et la détresse des femmes. Les crises économiques catastrophiques qui se succèdent depuis des dizaines d'années ont fait reculer le monde du travail, aggravé sa misère et sa précarité. Les femmes en ont subi les premières conséquences, ce sont les premières à devoir se contenter d'intérims, d'horaires coupés et de temps partiels.

Ces reculs ont favorisé jusqu'à présent les idéologies réactionnaires des Trump, Salvini et autres Vlaams Belang, qui en rajoutent une couche avec un discours ouvertement contre les droits des femmes. Ce n'est pas par hasard si la N-VA et le Belang se sont retrouvés la semaine dernière aux côtés du CD&V pour voter contre la dépénalisation de l'avortement : ces messieurs veulent contrôler le corps des femmes qu'ils jugent mineures et tout justes bonnes à faire la vaisselle et à porter leurs enfants.

Tout ce que proposent les partis c'est de mettre le féminicide dans le code pénal. Cela ne coûte rien et surtout cela ne sert à rien. Il serait bien plus utile de protéger les femmes en détresse plutôt que de condamner leurs maris une fois qu'elles sont mortes...

Mais même si le gouvernement mettait plus de moyens, cela ne suffirait pas à mettre un terme à la violence faite aux femmes car elle n'est qu'un des sous-produits barbares d'une société elle-même foncièrement barbare. L'injustice, la violence, la prostitution, l'exploitation de la précarité des plus pauvres – tout cela fait partie de l'ADN du système capitaliste. Toutes ces tares indignes de l'humanité, ne pourront disparaître qu'avec le renversement de ce système.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Direction hypocrite !

Comme chaque année, la STIB soutient l'ASBL Thermos qui distribue des repas chauds aux pauvres dans le métro. Pour la direction, c'est une aumône qui sert à soigner l'image de la société. Mais la réalité est que la STIB chasse les sans-abris des stations de métro par la force et accable d'amendes de plus de cent euros les pauvres qui ne peuvent pas se payer des titres de transport !

Amiante : laxisme criminel !

En 2014, on découvrait que 5 travailleurs étaient morts à cause de l'amiante à la STIB ! Les militants syndicaux avaient alors organisé une conférence de presse pour dénoncer le laxisme criminel de la Stib qui n'avançait pas dans le désamiantage.

Or des travailleurs ont récemment trouvé à Simonis une canalisation d'eau détériorée dont la dangerosité a été confirmée par un expert. La STIB prétend qu'il s'agit du dernier site concerné par le problème, avec le tunnel entre Porte de Namur et Louise.

On ne peut pas croire cette direction qui n'a fini d'enlever l'amiante des trams qu'en 2011 alors que son utilisation est interdite en Belgique depuis 1993. Vingt-six ans plus tard, on en retrouve dans le métro, preuve qu'elle se moque bien de la santé des travailleurs.

Il faut que l'amiante soit enlevée tout de suite et partout ! Notre santé d'abord !

Marcher en courant ou courir en marchant...

Le 19 novembre, les ouvriers de Bruxelles-Propreté ont entamé une « grève du zèle » suite à l'annonce par la direction d'un aménagement du « fini-fini », le système qui permet aux travailleurs de rentrer chez eux lorsque les deux tiers des camions d'un secteur sont revenus au dépôt. La direction prétend agir pour la sécurité des travailleurs, « trop pressés de rentrer chez eux », en allongeant leur durée de travail. Les ouvriers ne s'y sont pas laissés prendre et ont démontré qu'en respectant à la lettre les consignes de sécurité dressées par la direction, il leur était tout simplement impossible de boucler leurs tournées. Les nombreux accidents de travail qu'ils subissent lors des tournées sont causés, non pas par leur insouciance ou leur précipitation, mais par les cadences de travail qui leur sont imposées. Face au mécontentement, la direction a vite remis son aménagement et ses beaux discours paternalistes à l'endroit d'où ils proviennent… la poubelle !

Allô ? Non c'est non !

Depuis plus d'une semaine, des salariés de Proximus mènent des actions de grève, certaines spontanées, d'autres à l'appel des syndicats. C'est l'unanimité contre le plan abject de la direction qui vise à licencier les travailleurs dont elle ne veut plus pour en embaucher des plus jeunes, moins chers et plus flexibles. Lors de l'annonce du plan, en janvier dernier, il s'agissait de 1900 licenciement. Le chiffre a diminué depuis mais pour les travailleurs, c'était non et c'est toujours non.

La rougeole tue !

Dans une bonne partie de l'Europe, la rougeole était sous contrôle. Jusqu'en 2019, on ne comptait qu'une dizaine de cas par an en Belgique. Or, cette année, c'est une vraie épidémie, près de 300 personnes sont tombées malades rien qu'en Belgique.

Depuis plusieurs années, on a vu l'apparition dans les milieux intellectuels d'un mouvement réactionnaire qui rejette l'utilisation des vaccins sous prétexte qu'ils ne sont pas « naturels » et qu'ils sont produits par des capitalistes avides de profit. Oui, les capitalistes s'enrichissent grâce aux vaccins mais ils sont néanmoins efficaces et ils ont permis de faire chuter le taux de mortalité. D'ailleurs, la rougeole sévit toujours hors d'Europe et, faute de vaccins, c'est près de 134 000 vies qu'elle a fauchées en 2015. Si les anti-vaccins veulent absolument de leur « liberté vaccinale », qu'ils aillent vivre dans le désert où ils ne contamineront personne en tombant malade !

Difficile d'avaler la pilule !

De 2013 à 2017, le gouvernement a versé près de 2,77 milliards d'euros d'avantages fiscaux et subsides aux compagnies pharmaceutiques. C'est en Belgique qu'on atteint de tels sommets de financement. Le prétexte officiel est de pousser au développement de la recherche sur de nouveaux médicaments mais la raison réelle, c'est surtout d'arroser d'argent public les actionnaires !

Dépénalisation de l'avortement

L'interruption volontaire de grossesse est aujourd'hui toujours susceptible d'être sanctionnée. Un projet d'amendement la supprimant du code pénal a été récemment déposée à la chambre. Évidemment, il y a eu levée de boucliers de tous les partis réactionnaires (NVA, Vlaams Belang, CD&V, CDH, etc.) qui veulent encore pouvoir obliger les femmes à subir un destin dont elles ne veulent pas.

Les femmes ont le droit de décider si elles veulent d'un enfant ou pas, de choisir leur projet de vie. Que des politiciens, essentiellement masculins, décident de leur avenir est intolérable. Il faut dépénaliser complètement l'avortement.

Si tu veux discuter avec des militants du bulletin ou raconter ce qui se passe dans ton secteur, contacte-nous par courrier à BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur (sans autre mention), par mail à contact@lalutte.org ou par téléphone au 0497/16 21 25. Notre site Internet : www.lalutte.org.
Éditeur responsable : M. Schittecatte, BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur. Ne pas jeter sur la voie publique SVP